



attac

Le Courriel d'information

n°326 – Vendredi 26 avril 2002.

METTRE LE PEN EN ECHEC

Dans ce numéro

1. Les leçons du premier tour

Pour Attac, la reconquête des espaces perdus ou abandonnés par la démocratie passe par un combat déterminé au plan des idées, dans les urnes et dans la rue contre les thèses et l'emprise de l'extrême-droite fascisante, et ce aussi bien France que dans le reste de l'Europe.

2. Première AG citoyenne

Jeudi 25 avril 19h00 – Bourse du travail (République – Paris – rue Charlot). Dans ce cadre la discussion a porté sur la création d'un cadre unitaire du type 'forum' qui permette d'organiser des mobilisations et d'offrir un cadre de débat et d'échange sur les deux objectifs qui rassemblent les associations et syndicats présents.

3. Dernière minute : Pour la démocratie – contre Le Pen

Un appel à manifester sera publié officiellement dans quelques heures, signé par plusieurs dizaines d'organisations. En voici le texte un peu en avance.

4. L'art aussi veut jouer un rôle important : la biennale de Sao Paolo hors de l'OTAN

En parallèle au développement des alliances politiques, même dans le domaine de l'art, il est possible de différencier l'art « allié » de l'art « non allié ». Ce n'est pas le hasard, si jusqu'à ces derniers temps 80-90% des artistes, qui participaient à Documenta, étaient originaires des pays membres de l'Otan. La chose étrange est que dans les autres arts la soi-disant périphérie a dépassé le centre... Je me réfère par exemple au rôle du cinéma asiatique, à la musique brésilienne, africaine et carabique, et au succès de la littérature d'Amérique Latine.

5. Contre les logiques de guerre

Washington a décidé d'ouvrir, après l'Afghanistan, un second front asiatique. Avec Basilan pour porte d'entrée et Abu Sayyaf pour prétexte. Le risque d'extension du conflit à d'autres provinces de Mindanao est très réel. Mi-avril, des attentats meurtriers ont frappé une autre province de Mindanao. Mi-avril, des attentats meurtriers ont frappé la population de General Santos. Ils sont attribués à Abu Sayyaf. Si cela est vrai, cela confirmerait que ce groupe a déjà quitté Basilan. Mais cela peut aussi être une provocation sanglante visant à justifier la poursuite de l'intervention US.

6. De Seattle à la Palestine en passant par Porto Alegre. Un autre monde est possible.

On le voit, la bataille militaire menée par Israël est sans issue et ne pourra jamais être gagnée par les Palestiniens; la guerre politique et sociale, en revanche, ouvre aux Palestiniens des perspectives historiques exceptionnelles. Le combat des Palestiniens, - notre présence ici, au palais présidentiel de Ramallah (Mouka'ta) en tant que missions civiles pour la protection du peuple palestinien, en est un signe - n'est pas seulement un combat local.

7. Ni droits, ni humains

Si la machine militaire ne tue pas, elle rouille. Le Président de la planète promène son doigt sur les cartes pour voir sur quels pays tomberont les prochaines bombes. La guerre d'Afghanistan a été un succès qui a châtié les punis et a tué les morts ; déjà, on a besoin de nouveaux ennemis. Les drapeaux n'ont, eux, rien de nouveau : la volonté de Dieu, la menace terroriste et les droits de l'Homme. Il me semble que George W. Bush n'est pas exactement le genre de traducteur que Dieu choisirait, s'il avait quelque chose à nous dire ; et le danger terroriste semble un prétexte de moins en moins convaincant pour le terrorisme militaire.

8. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Les leçons du premier tour

Déclaration du Conseil d'administration d'Attac France



attac

Paris, 23 avril 2002

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française ne peuvent que consterner tous les démocrates, et en particulier les membres d'Attac : présence du représentant de l'extrême droite au second tour, abstention record. Ces résultats viennent de loin. Dans une campagne où les gadgets de la communication avaient pris le pas sur le débat de fond, la mondialisation libérale, ses déclinaisons et ses effets désastreux en Europe et en France depuis un quart de siècle ont été occultés par les principaux candidats. Faut-il vraiment s'étonner qu'ils soient revenus en force dans les résultats ? Attac avait publiquement dénoncé cet étouffement du débat, cet autisme face aux demandes des plus démunis, sans cependant être entendue.

Nombre de politiques menées par les gouvernements successifs depuis plus de deux décennies, souvent au nom de l'"impératif" européen, ont été poursuivies par le gouvernement sortant : privatisations d'une ampleur inégalée ; "libéralisation" des entreprises publiques ; refus d'augmenter significativement les minima sociaux ; baisse des impôts sur les hauts revenus ; fiscalité de faveur pour les stock options ; acceptation, voire justification des licenciements de convenance boursière ; complaisance envers les OGM, etc. Ces mesures, où la revendication de la "modernité" dissimulait mal la soumission aux dogmes libéraux, heurtaient de front les aspirations populaires à une société plus juste, plus solidaire et plus durable, rompant avec les diktats de la finance et soucieuse, en mobilisant les moyens nécessaires - et ils existent - de combattre toutes les formes d'exclusion.

Quant aux décisions annoncées pour les prochains mois et années, en particulier au titre des engagements pris conjointement par le premier ministre et le président de la République au Conseil européen de Barcelone (démantèlement programmé des services publics, nouvelles privatisations, création de fonds de pension, allongement de cinq ans de l'âge de départ à la retraite, etc.), elles frisaient la provocation au moment où 400 000 manifestants avaient défilé contre l'Europe libérale dans la capitale catalane.

Toutes donnaient à entendre que la souveraineté populaire devait s'effacer derrière les "signaux" positifs à adresser à des "marchés" considérés comme les décideurs en dernier ressort. L'instance politique et les partis de

gouvernement ayant intégré leur propre dessaisissement au profit de la finance, et organisant eux-mêmes l'insécurité économique et sociale, ne recueillent logiquement que les suffrages d'un tiers des électeurs inscrits. Pourquoi, en effet, voter pour eux, se sont dit de nombreux citoyens, puisqu'ils revendiquent leur impuissance à agir hors du carcan des politiques européennes, elles-mêmes, pour la plupart, simples relais de la mondialisation libérale ?

La mise en scène quotidienne de manifestations de l'insécurité par le système médiatique, qui porte une écrasante responsabilité dans leur exploitation politique obsessionnelle, a achevé de pervertir le débat électoral. De cette insécurité, jamais les causes et les moyens de la combattre ne sont explicités et encore moins combattus. Ce thème a joué le même rôle, au plan national, que la "guerre contre le terrorisme" de George Bush au plan international : empêcher toute analyse sérieuse et mettre en place des politiques régressives. Au final, c'est le candidat de l'extrême droite fascisante qui rafle la mise. Sa démagogie sans limites lui a aussi permis d'attirer les suffrages de nombre de celles et de ceux qui se sentent menacés par les politiques libérales menées pendant un quart de siècle ou réduits au statut d'inutiles au monde et d'exclus.

Pour Attac, la reconquête des espaces perdus ou abandonnés par la démocratie passe par un combat déterminé au plan des idées, dans les urnes et dans la rue contre les thèses et l'emprise de l'extrême-droite fascisante, et ce aussi bien France que dans le reste de l'Europe.

Au plan des idées, d'abord, en rappelant que le "programme" lepéniste, surtout connu pour ses élucubrations nationalistes, xénophobes, racistes et sexistes, laisse aussi loin derrière lui, en matière d'ultralibéralisme, les rêves les plus fous du Medef. Mais ce combat passe surtout par la nécessité d'une rupture radicale avec les logiques néolibérales qui, depuis tant d'années, ont plongé la France, comme d'ailleurs d'autres pays d'Europe, dans une situation où les citoyens, en premier lieu les plus pauvres et les plus marginalisés, désespèrent de l'intervention publique et, pour certains, dévoient leur révolte au profit des pires ennemis de la démocratie. Un simple rafistolage ou habillage en catastrophe de ces politiques à des fins électoralistes immédiates ne tromperait personne et ne ferait qu'exacerber la crise de la représentation politique.



attac

Le terrain des urnes ne peut être déserté : il importe, pour la mise en échec de l'extrême-droite fascisante, que son score soit le plus bas possible au second tour de l'élection présidentielle. C'est aussi la condition nécessaire à la construction des rapports de force de demain.

La rue est un autre espace où les citoyens doivent faire entendre leur voix. A cet égard, Attac affirme sa solidarité avec les jeunes qui, par dizaines de milliers, expriment spontanément chaque jour leur indignation face à la stigmatisation dont ils ont fait l'objet pendant la campagne et témoignent de leur aversion pour les propositions lepénistes et de leur volonté de les combattre.

Attac multiplie les contacts avec les autres forces du mouvement social afin de créer des lieux permanents et ouverts d'expression et de mobilisations. Il s'agit bien de se réapproprier l'espace public et les termes d'un débat citoyen dont l'absence a pesé lourd dans les résultats du premier tour. D'ores et déjà, l'association appelle à participer aux manifestations unitaires prévues dans les jours qui viennent, et notamment le samedi 27 avril, dans les principales villes de France. Les défilés du 1er mai constitueront un point de convergence de ces mobilisations du mouvement social contre l'extrême droite et pour des politiques alternatives au néolibéralisme. Car, même si elle est difficile, la conjoncture actuelle montre que les forces existent, et se mettent en mouvement, pour construire un autre monde et une autre mondialisation.

Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org

Première AG citoyenne

Pour information - AG jeudi 25/04 19h bourse du travail République

Une réunion unitaire s'est tenue hier soir à Paris avec la présence de nombreuses associations (ATTAC, AC!, MNCP, DAL, Droits Devant, Ras le Front, etc.) et syndicats (Groupe des 10 - solidaires, FSU, CGT-finances, CFDT-FGTE) pour discuter des initiatives à prendre dans la situation politique créée par le 1er tour des élections présidentielles.

La discussion a montré un accord large sur la nécessité tout à la fois :
- de mobiliser massivement contre Le Pen et le Front National,

- et de porter clairement, et de façon unitaire, des revendications et des réponses sur les questions sociales ainsi que des alternatives à la mondialisation libérale.

De nombreuses initiatives sont prises ou sont en cours : manifestations, souvent spontanées, dans tout le pays, réunion unitaire des confédérations syndicales aujourd'hui, appels à manifester samedi prochain (MRAP, LDH, etc.) et surtout le 1er mai.

Dans ce cadre la discussion a porté sur la création d'un cadre unitaire du type 'forum' qui permette d'organiser des mobilisations et d'offrir un cadre de débat et d'échange sur les deux objectifs qui rassemblent les associations et syndicats présents.

La majorité de ceux-ci n'avaient pas encore de mandats de leurs structures décisionnelles, une nouvelle réunion a été fixé jeudi après-midi pour poursuivre la discussion et prendre les décisions adéquates.

Pour informer largement des prises de positions des différentes associations et syndicats et pouvoir associer le plus de militants possible aux débats et aux actions en préparation, en particulier le 1er mai, une assemblée générale est organisée jeudi à 19h à la bourse du travail, place de la République à Paris (grande salle de l'annexe rue Charlot).

Dernière minute : Pour la démocratie – contre Le Pen

Un appel à manifester sera publié officiellement dans quelques heures, signé par plusieurs dizaines d'organisations. En voici le texte un peu en avance.

POUR LA DEMOCRATIE - CONTRE LE PEN

La présence au second tour de l'élection présidentielle d'un candidat d'extrême droite est un événement sans précédent. C'est une honte pour la France au niveau national comme international. C'est une menace pour les libertés publiques, les droits sociaux, les droits des femmes et les droits des immigrés.

Nous avons décidé de montrer qu'il existe en France des hommes et des femmes qui n'acceptent pas qu'un parti d'extrême droite dicte sa loi.



attac

Nous, organisations soussignées, appelons à une journée nationale de mobilisation citoyenne et républicaine :

- pour l'égalité des droits et la démocratie
- contre le racisme et l'antisémitisme
- contre l'extrême droite et pour faire battre Le Pen

Partout en France et à Paris : Manifestation le samedi 27 Avril 2002 Départ place de la République à 15 heures

L'art aussi veut jouer un rôle important : la biennale de Sao Paolo hors de l'OTAN

Par Marina Corbello (indiqué par Valeria Carnevali)

Traduction : C. Milani. coeditrad@attac.org
traducteurs bénévoles. (*)

La XXV biennale de l'art contemporain de Sao Paolo du Brésil est ouverte jusqu'au 2 juin. Elle est considérée comme une des biennales historiques, et de ce fait elle n'est pas concernée par l'épidémie mondiale actuelle concernant les biennales ; sa structure ressemble à celle de Venise. Cette exposition est constituée d'une section consacrée à différents courants nationaux (environ 70 cette année), organisée par différents responsables et financée par les différents pays, et d'une section consacrée à différentes expositions organisées et financées directement par la biennale. Le directeur, responsable de cette édition, est l'allemand Alfons Hug, qui n'appartient pas à l'oligarchie des organisateurs internationaux.

« Je n'appartiens pas au tableau européocentrique » précise Hug, né en 1950, et ayant une formation linguistique et en littérature comparée. De 1984 à 2000 Hug fut le Directeur du Goethe Institut de Lagos, Medellin, Brasilia, Caracas et Moscou, et organisa différentes expositions dont « L'autre moderne » pour la Maison de la Culture du Monde de Berlin en 1997. Nous l'avons interviewé quelques jours avant l'inauguration.

Pour consulter la liste complète des artistes invités à la biennale ainsi que la liste des pays participants : consulter le site www.bienalsaopalo.org.br

Alfons Hug, vous êtes le premier organisateur non brésilien de la biennale de Sao Paolo. Est ce que cela signifie, que l'édition actuelle est différente des éditions précédentes ?.

Cette édition n'est pas très différente, mais l'accent est mis sur l'art plus contemporain. Lors des éditions précédentes de la biennale, il y avait toujours un « noyau historique », que nous avons éliminé à l'occasion de cette édition.

La biennale de Sao Paolo, en raison de la participation de 70 pays, revêt un caractère encore plus international que celle de Venise.

Le Brésil est présent avec 34 artistes provenant de 10 régions, ce qui offre une bonne vision de la scène artistique brésilienne.

Vous avez chargé Agnaldo Farias de s'occuper de la partie brésilienne de l'exposition.

Quelle est la situation locale des jeunes artistes? Je pense que l'art brésilien représente un des arts le plus vital au niveau mondial et sûrement le plus intéressant de toute l'Amérique Latine. Il est de plus en plus apprécié au niveau international et les artistes brésiliens sont de plus en plus présents sur la scène internationale, comme nous pouvons le constater de par leur participation aux différentes expositions et biennales. Le Brésil doit être considéré plus comme un continent que comme un pays. Avec plus de 160 millions d'habitants, il est le plus grand pays d'Amérique du Sud. Mais la situation économique n'est pas exactement positive : après la faillite de l'Argentine, le Fond Monétaire International indique que le Brésil est aussi « vulnérable » d'un point de vue économique.

Et en octobre, le nouveau président sera élu.

De quelle façon l'art et la culture brésilienne peuvent refléter la situation socio-économique actuelle ?

L'art peut commenter seulement de façon indirecte les affaires politiques, et en un certain sens l'art se situe au-dessus de la politique. Personne ne s'attend à ce que l'art procure des solutions systématiques à la politique. Mais l'art peut tout de même contribuer à quelque chose : à l'époque où les disparités sociales, économiques et politiques entre les différentes parties du monde s'accroissent toujours, les artistes peuvent encore, au travers de leurs œuvres, réunir les différents hémisphères et répéter l'importance du maintien de l'indivisibilité du genre humain.

Même durant les années de la dictature brésilienne de 1969 à 1982, la biennale fut soutenue par le régime et joua un rôle important dans la transmission à l'étranger d'une bonne



attac

image du pays. Quelle image du Brésil émerge aujourd'hui de l'exposition ? C'est l'image d'un pays ouvert au monde, créatif et productif, qui émerge de cette exposition.

Le thème, que vous avez choisi pour la biennale 2002 est « Les iconographies urbaines ». De quelle façon les grandes villes influencent la production artistique ? Les grandes métropoles ont toujours été génératrices d'art et de culture. Les stratégies artistiques sont de toute façon très différentes entre elles. Il y a des photographies « directes », comme par exemple celles de Frank Thiel, qui observe et décrit le nouveau Berlin, mais aussi la peinture abstraite, comme c'est le cas de Katharina Grosse, qui représente les énergies urbaines cachées.

La section « Iconographies urbaines » présente onze villes, chaque ville représentée par cinq artistes : Sao Paolo, Caracas, New York, Johannesburg, Istanbul, Pékin, Tokyo, Sidney, Londres, Berlin, Moscou. Croyez vous que les métropoles choisies représentent les centres plus importants de la scène de l'art contemporain ? Même si le choix des onze métropoles a été nécessairement subjectif, la sélection revêt une certaine plausibilité. Outre les critères, tels qu'une distribution géographique et géo-culturelle globale, j'ai essayé, aidé par d'autres curateurs de la biennale, à savoir un curateur pour chaque ville, de prendre en considération l'hémisphère sud et les centres de production culturelle extra-européens, la capacité des villes et leur « masse critique ». Pour renforcer l'unique thématique de l'exposition, les contributions des différents pays sont mélangées au sein de l'exposition.

Que représente la « Douzième Ville », à laquelle une section a été dédiée ? Un groupe d'artistes visionnaires construisent la « Douzième ville », qui complète la célèbre tour de Tatline et réalise le projet utopique de El Lissitzky. La douzième ville se libère de la poussière grise des vieux habitats, auxquels Majakovskij voulait en vain donner la forme d'arcs en ciel, et prive les sociologues de tout argument. La douzième ville gagne sur la violence de Caracas, le malheur de Berlin, et empêche le suicide de Moscou ; elle représente la vraie ville de Florence, l'image définitive de New York, la ville de Shanghai à la dernière mode. Ses constructeurs projettent une nouvelle Brasilia, mais sans ciment et sans les règles sévères des années soixante. Si les villes antiques correspondaient à des projets politiques, économiques ou simplement militaires, alors la douzième ville représente une proposition esthétique. Les artistes qui ont

collaboré à ce projet sont Sarah Sze, Vanessa Beecroft, Carsten Höller, Huang Yong Ping, Mauricio Dias & Walter Riedweg, Bodys Isek Kingelez, Yutaka Sone, Isay Weinfeld/Marcio Kogan, Armin Linke, Arthur Omar et Roberto Cabot.

En tant qu'événement, chaque biennale est « globale ». Le Brésil est un centre important des mouvements anti-mondialisation No-global ; je me réfère par exemple au Mst, Movimento Sem Terra (Mouvement Sans Terre) ou au Forum Mondiale Sociale (Forum Social Mondial) de Porto Allègre. Quelle est la réaction de l'art face au débat Global-No Global ? Le dialogue, qui a été entamé à Sao Paolo entre l'Europe et les deux Amériques, s'est développé au cours des dernières années et peut être considéré maintenant comme une société de proportions globales. Pour cette raison la biennale a invité les pays, qui jusqu'à ce jour étaient étrangers au courant principal. Rarement ces pays avaient participé à une biennale, qui rassemblait autant d'artistes asiatiques et africains. L'édition actuelle veut être un pendant de la « Plateforme de l'humanité » conçue par Harald Szeemann pour l'édition précédente de la biennale de Venise, mais selon une prospective de l'hémisphère sud.

La biennale de Sao Paolo est donc en un certain sens l'antagoniste de l'eurocentrisme des arts visuels, dominé pendant longtemps par l'axe New York - Cologne en produisant un système, qui pourrait être défini comme un « art - Otan ».

En parallèle au développement des alliances politiques, même dans le domaine de l'art, il est possible de différencier l'art « allié » de l'art « non allié ». Ce n'est pas le hasard, si jusqu'à ces derniers temps 80-90% des artistes, qui participaient à Documenta, étaient originaires des pays membres de l'Otan. La chose étrange est que dans les autres arts la soi-disant périphérie a dépassé le centre... Je me réfère par exemple au rôle du cinéma asiatique, à la musique brésilienne, africaine et carabique, et au succès de la littérature d'Amérique Latine. Cinq des derniers prix Nobel de langue anglaise provenaient des soi-disant pays périphériques. Dans le domaine des arts visuels, les biennales de Sao Paolo et de l'Havane étaient jusqu'à il y a peu de cela les seules manifestations à exposer le « reste du monde ».

Quelle est votre pensée sur les nombreuses biennales nouvelles organisées aux quatre coins du monde ? Les nouvelles biennales des Pays du



attac

sud du monde, nées au cours des dernières dix années sur le modèle de celle de Sao Paolo, font connaître des régions et des cultures oubliées jusqu'à ce jour. Et ces biennales sont intéressantes, car dans le tiers-monde il y a encore peu de musées d'art contemporain. La forte présence chinoise à la biennale de Venise fait penser à un dialogue plus important entre les pays et il faut s'attendre à une autre manœuvre dans cette direction de Documenta 11. La critique internationale, qui jusqu'à ce jour se limitait aux rendez vous de Kassel, Venise et à la biennale Whitney de New York, commence maintenant à s'intéresser aussi à Sao Paolo, la Havane et Gwangju en Corée pour rester à la mode.

Contre les logiques de guerre

Par Pierre Rousset. Membre du groupe de travail sur la région Asie d'ATTAC France

Philippines : le second front asiatique des Etats-Unis

A Porto Alegre, avec l'Appel à la mobilisation des mouvements sociaux, nous avons proclamé que le combat contre la guerre était dorénavant une composante « constitutive » de nos engagements collectifs. Depuis, son actualité ne s'est malheureusement jamais démentie. Chacun pense avant tout à la Palestine, au Moyen-Orient, ou encore à l'Amérique latine -de la Colombie au Venezuela. En revanche, en dehors des pays directement concernés, l'intervention des Etats-Unis aux Philippines passe largement inaperçue. Elle n'en est pas moins plus que préoccupante ; au point qu'une mission internationale de paix s'est rendue fin mars dans l'île de Basilan, là où ont débarqué les forces spéciales US.

Nous étions seize à participer à cette mission, venant de dix pays différents et d'horizons divers. Un membre du Parlement européen, l'avocat Matti Wuori, député finlandais ayant intégré le groupe des Verts, et moi-même, envoyé par la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique. Une Britannique, au nom improbable de Victoria Brittain, ancienne responsable du Guardian sur les questions internationales que les habitués du Monde diplomatique connaissent bien. Un universitaire irlandais, Bill Roston, auteur d'une enquête sur les crimes d'Etat en Ulster. Un membre de l'église américaine Mennonites, Earl Martin, ayant vécu au Viêt-Nam durant la guerre. Un spécialiste indien des mouvements musulmans asiatiques, Aijaz Ahmad. Une élue australienne

de Sydney, Lee Rhiannon. Une Japonaise, Ohashi Seiko, qui coordonne l'action d'une ONG japonaise. Des militants philippins : la députée Etta Rosales, Ronald Llamas du parti Akbayan, Corazon Fabros, Amy Catacutan et Rolan Simbulan. Enfin, l'équipe de « Focus on the Global South », à l'initiative de la mission, avec Walden Bello, Marco Mezerra et Nicola Bullard.

Nous nous sommes rendu à Basilan, chacun avec notre histoire et notre sensibilité propres. Mais par-delà cette diversité, très spontanément nous avons ressenti les mêmes alarmes. Nous sommes revenus de notre mission plus inquiets encore qu'avant notre départ.

Au-delà d'Abu Sayyaf

Les Etats-Unis sont officiellement venus entraîner les Philippines, confrontés à Abu Sayyaf, un groupe islamiste ayant viré au banditisme et spécialisé dans les enlèvements pour rançon. L'armée philippine bénéficie pourtant d'une expérience du combat de jungle bien plus éprouvée que celle de Big Brother. Surtout, tout le monde nous l'a affirmé, Abu Sayyaf n'a aucun lien organique avec Al Qaida. Ce n'est qu'un mouvement très local qui ne comprend plus aujourd'hui qu'une soixantaine de membres. Alors que les forces gouvernementales (soldats, miliciens) alignent environ dix-huit milles hommes sur le terrain !

Il est clair que le problème posé ici n'est pas avant tout d'essence technique ou militaire, comme en témoigne ce qui s'est passé à Lamitan, en juin dernier. Les kidnappeurs se sont retrouvé encerclés dans l'hôpital de la ville. Ils se sont pourtant enfuis sans dommage avec leurs otages. Beaucoup d'argent a circulé. Les habitants de Lamitan, et notamment les victimes directes d'enlèvement, ont violemment dénoncé ces compromissions quand ils nous ont reçu dans leur église. Si l'armée ne se laissait pas corrompre, il y a belle lurette que la menace d'Abu Sayyaf aurait été réglée.

Il y a de toute évidence, à l'intervention US, d'autres raisons qu'officielles. Washington a tissé des liens privilégiés avec les grandes familles des Philippines, cette Asie latine christianisée, comme dans nul autre pays de la région. Il y avait installé d'importantes bases militaires (qu'il avait dû abandonner il y a une décennie) et se sent ici en terrain familier. Sous prétexte de lutte anti-terroriste, le Pentagone reprend donc pied dans son ancienne colonie, d'où il peut surveiller l'archipel indonésien et la mer de Chine. Des milliers de GIs sont ainsi attendus



attac

dans le nord des Philippines, pour de nouveaux « exercices » militaires internationaux.

Il s'agit aussi de « sécuriser » le sud du pays, là où habitent les populations musulmanes. Washington semble avoir en fait pour cible le Front islamique de libération moro -le MILF, un mouvement de libération socialement bien implanté, avec 12.000 hommes en armes. Si tel s'avérait le cas, l'île de Mindanao risquerait une nouvelle fois d'être transformée en immense champ de bataille. Au risque, de briser, ici aussi et pour longtemps, les solidarités patiemment tissées entre communautés moros, lumads (les « peuples indigènes ») et chrétiennes.

Zone de guerre

Nous avons pénétré, à Basilan, en zone de guerre. Non pas comme en Palestine, théâtre de violents combats où chacun peut prendre une balle ou un obus perdus. Il n'y a pas de lignes de front. Les opérations, de petites envergures, se déroulent loin des centres urbains. Mais le poids de la militarisation est très perceptible. La peur règne ; partout. Dans l'arrière-pays moro surtout, soumis à occupation, où les Musulmans se sentent collectivement menacés, criminalisés. La peur encore en ville et jusque dans la capitale provinciale, Isabela, où nul ne sait d'où le danger peut venir : banditisme, répression arbitraire...

Nous-mêmes, nous ne pouvions nous déplacer qu'en convoi, sous protection armée. Le risque ? L'enlèvement ; et pas nécessairement du fait d'Abu Sayyaf dont les commandants avaient très probablement déjà quitté l'île. Ainsi, selon des informations d'origine militaire, le gouverneur de la province en personne, très pro-américain et très irrité de notre initiative de paix, aurait envisagé sans déplaisir que certains d'entre nous soient kidnappés, à commencer par le « chef de mission » (Walden Bello), ainsi que deux ou trois « Caucasiens » pour faire bonne mesure. Histoire de nous donner une leçon. Ambiance.

En nous rendant dans la prison provinciale, dont l'accès nous a été officiellement interdit, nous avons réussi à communiquer avec des détenus victimes, selon leurs dires, de tortures (brûlures de cigarettes) et d'arrestations arbitraires, dont une femme enceinte. Le gouverneur lui-même a reconnu que des innocents étaient aujourd'hui incarcérés.

Les témoins que nous souhaitions entendre (ces musulmanes dont les maris auraient été

sommairement abattus dans l'arrière-pays par la soldatesque) prenaient le risque de sévères représailles. Au point que nombre d'entre elles ont renoncé à parler. Mais certaines ont eu le courage de témoigner. Comme cette villageoise dont le conjoint a été tué alors qu'il se rendait au puits pour faire ses ablutions et se préparer à la prière.

La peur est palpable, quotidienne, collective. Un jeune d'Isabella, membre du Moro Human Rights Center, l'exprime en ces termes : « Ce que nous craignons le plus, c'est l'informateur cagoulé qui parcourt les rues de la ville accompagné d'une patrouille militaire et qui pointe du doigt les militants, pour arrestation ». De la Colombie à Basilan en passant par la Palestine, cette même image, si difficile à oublier, de l'informateur cagoulé...

Briser le mur du silence

Les nombreuses victimes d'Abu Sayyaf sont connues, reconnues. Il n'en va pas de même des victimes de l'armée ou des groupes paramilitaires. En nous rendant sur place, nous voulions prendre la mesure de la situation ; tirer la sonnette d'alarme. Appeler à une véritable enquête sur le respect des droits humains dans les zones de guerre. Mettre en garde contre le danger d'escalade militaire. Briser le mur du silence.

Ce premier objectif a été largement atteint. Aux Philippines du moins, l'écho, de notre initiative a été grand dans les médias (presse, télévision, radios). Et le contre-feu officiel brutal. Le conseiller es-sécurité du gouvernement a souhaité que les frontières du pays se ferment aux étrangers auteurs de troubles. La présidente Gloria Macapagal-Arroyo s'est crue obligée de monter en personne au créneau pour affirmer que rien n'entachait l'honneur de l'armée ; que nous n'étions que des « Abu Sayyaf lovers » -de bons amis des terroristes.

Qui ne soutient pas l'intervention US se range dans le camp des terroristes. Qui n'est pas avec nous est contre nous. La présidente des Philippines a repris l'antienne de Bush en lutte contre l'« axe du Mal ». Thème connu. Le combat contre le « terrorisme islamique » joue aujourd'hui le rôle de l'anti-communisme d'hier. Il justifie les pires répressions. Il couvre d'un voile idéologique le redéploiement impérial et mondial du dispositif militaire étasunien.

Washington a décidé d'ouvrir, après l'Afghanistan, un second front asiatique. Avec



attac

Basilan pour porte d'entrée et Abu Sayyaf pour prétexte. Le risque d'extension du conflit à d'autres provinces de Mindanao est très réel. Mi-avril, des attentats meurtriers ont frappé une autre province de réel. Mi-avril, des attentats meurtriers ont frappé la population de General Santos. Ils sont attribués à Abu Sayyaf. Si cela est vrai, cela confirmerait que ce groupe a déjà quitté Basilan. Mais cela peut aussi être une provocation sanglante visant à justifier la poursuite de l'intervention US.

Dans cette situation, les membres de notre mission de paix ont maintenant à cœur de faire connaître dans les instances internationales (Parlement européen, ONU, connaître sur le plan international (Parlement européen, ONU, Amnesty International, associations démocratiques, réseau Attac et mouvements de résistances à la globalisation armées) la gravité des inquiétudes que suscite la situation dans le sud philippin.

Contact pour cet article. Secrétariat du groupe de travail régional Asie d'ATTAC France groupe-asie@attac.org

De Seattle à la Palestine en passant par Porto Alegre. Un autre monde est possible.

Par Paul Nicholson et F.Weiser. Deux militants présents dans le Bureau d'Arafat. Paul Nicholson est l'un des dirigeants de Via Campesina.

Quand le gouvernement israélien parle aujourd'hui d'un « combat pour la survie d'Israël », exprime-t-il une inquiétude sérieuse, crédible, ou bien énonce-t-il un prétexte pour une politique beaucoup plus sombre?

Si la survie d'Israël et la destruction totale et définitive des populations de Palestine avait été envisagée par les pères fondateurs d'Israël, alors la coalition Sharon-Pères, par ses opérations de « nettoyage de population », ne fait que tenter d'accélérer un processus historique. Le terme de ce processus serait la fin de la Palestine.

Or, aujourd'hui plus qu'hier, l'identité du peuple palestinien est forte, et le combat pour la souveraineté de ce même peuple est forte, et le combat pour la souveraineté de ce même peuple plus déterminée que jamais. La souveraineté d'un peuple passe par son droit à la terre, son droit à l'eau, son droit aux moyens de production alimentaire. Les expropriations et les expulsions continues, l'obstruction des sources,

la destruction des puits palestiniens, le pillage des ressources en eau de Cisjordanie et Gaza, l'arrachage à grande échelle des arbres, le transport par camions entiers de « bonnes terres » vers les colonies juives, toutes ces pratiques ont pour objectif de détruire l'identité palestinienne, et n'ont rien à voir avec la survie d'Israël. Cette identité et cette souveraineté sont, dans les circonstances exceptionnellement difficiles du moment, symbolisées par un soutien unanime au président Arafat, perçu comme le dernier rempart contre l'agression israélienne et l'espoir d'un peuple humilié quotidiennement par une armée d'occupation.

L'armée d'occupation israélienne, pilotée par Sharon, emploie dans la guerre actuelle des moyens militaires démesurés et agit avec une brutalité et une violence inouïe: des camps sont rasés, des centaines de personnes, pour la plupart des civils, sont massacrées, soit à l'intérieur de leur maison, soit par des exécutions sommaires, épilogue triste mais fréquent des réditions. Les blessés se voient fermer l'accès aux soins, les ambulances et le personnel médical se font tirer dessus. Les villes sont dévastées, les infrastructures publiques systématiquement détruites. Ces crimes de guerre sont patents, et constituent autant de violations des Conventions de Genève (en particulier la 4ème) et des droits de l'homme. Ultime mensonge israélien, cette tentative permanente de criminaliser le droit des Palestiniens à la résistance. Or, la résistance à l'oppression et l'occupation s'inscrit comme un droit et un devoir dans cette même Convention de Genève.

Devant ce Goliath israélien, c'est le petit David palestinien pourtant qui marque des points, malgré ses souffrances; chaque personne à son échelle, chaque communauté à l'échelle du village ou du quartier, organise des formes de désobéissance civile, pour deux raisons simples: survivre quotidiennement et maintenir son identité. Cette résistance là, cette dignité palestinienne, c'est l'échec d'Israël et la fureur de Sharon.

On le voit, la bataille militaire menée par Israël est sans issue et ne pourra jamais être gagnée par les Palestiniens; la guerre politique et sociale, en revanche, ouvre aux Palestiniens des perspectives historiques exceptionnelles. Le combat des Palestiniens, - notre présence ici, au palais présidentiel de Ramallah (Mouka'ta) en tant que missions civiles pour la protection du peuple palestinien, en est un signe - n'est pas seulement un combat local. Il s'inscrit dans un



attac

combat global à l'échelle de la planète, un combat qui appartient à tout le monde, donc n'importe qui –par exemple nous, des militants de différents horizons, humbles, mais qui d'une certaine façon représentent les visages politiques multiples du mouvement social mondial. Etudiants, paysans, enseignants, chômeurs... nous croyons en de nouvelles formes de solidarité, de mobilisation et de luttes civiles. Nous croyons qu'un autre monde est possible. Si nous sommes les pacifistes, qui sont les terroristes?

Ni droits, ni humains

Par Eduardo Galeano

Si la machine militaire ne tue pas, elle rouille. Le Président de la planète promène son doigt sur les cartes pour voir sur quel pays tomberont les prochaines bombes. La guerre d'Afghanistan a été un succès qui a châtié les punis et a tué les morts ; déjà, on a besoin de nouveaux ennemis. Les drapeaux n'ont, eux, rien de nouveau : la volonté de Dieu, la menace terroriste et les droits de l'Homme. Il me semble que George W. Bush n'est pas exactement le genre de traducteur que Dieu choisirait, s'Il avait quelque chose à nous dire ; et le danger terroriste semble un prétexte de moins en moins convaincant pour le terrorisme militaire. Et les droits de l'Homme ? Seront-ils toujours des prétextes utiles à ceux qui les réduisent en purée ?

Cela fait plus d'un demi-siècle que les Nations Unies ont approuvé la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et il n'existe pas de document international plus fréquemment cité et loué que celui-ci.

Ce n'est pas pour critiquer, mais au point où nous en sommes, il me semble évident qu'il manque à la Déclaration bien plus de choses qu'elle n'en contient. Par exemple, n'y figure pas le droit le plus élémentaire : le droit de respirer, devenu impraticable dans ce monde où les oiseaux toussent. N'y figure pas non plus le droit de marcher, passé à la catégorie d'exploit maintenant qu'il ne reste que deux sortes de piétons : les rapides et les morts. Non plus que le droit à l'indignation, qui est le moindre droit que la dignité humaine puisse exiger quand on la condamne à être indigne, ni le droit à lutter pour un autre monde possible alors que le monde est devenu impossible tel qu'il est. Au fil des trente articles de la Déclaration, le mot répété le plus souvent est le mot liberté. Prenons le cas de la liberté de travailler, de

gagner un salaire juste et de fonder des syndicats, qui est garantie à l'article 23. Mais aujourd'hui, les travailleurs sont toujours plus nombreux à ne pas avoir la liberté de choisir même la sauce à laquelle ils seront mangés. Les emplois durent moins que le temps d'un soupir, la peur oblige à se taire et à obéir : salaires plus bas, horaires plus longs, et oublions les congés payés, les retraites, l'assistance sociale et autres droits que nous avons tous, comme l'assurent les articles 22, 24 et 25. Les institutions financières internationales, les Super-Héroïnes du monde contemporain, imposent la "flexibilité du travail", euphémisme qui désigne l'enterrement de deux siècles de conquêtes ouvrières. Et les grandes multinationales exigent des accords "union-free", sans syndicats, dans les pays qui entrent en concurrence pour offrir une main d'œuvre plus soumise et moins chère. "Nul ne sera soumis à l'esclavage ni à l'asservissement sous quelque forme que ce soit", proclame l'article 4. Heureusement !

Dans cette liste ne figure pas le droit de l'Homme à jouir des biens naturels : la terre, l'air, l'eau, et à les défendre face à toute menace. N'y figure pas non plus le droit suicidaire à l'extermination de la nature, d'ailleurs exercé avec enthousiasme par les pays qui ont acheté la planète et la dévorent. Alors que les autres pays paient l'addition. Les années 90 ont été baptisées par les Nations Unies d'un nom dicté par l'humour noir : Décade internationale pour la réduction des désastres naturels. Jamais le monde n'a souffert d'autant de calamités, d'inondations, de sécheresses, d'ouragans, d'un climat devenu fou, en si peu de temps. Des désastres "naturels" ? Dans un monde où l'habitude est de condamner les victimes, la nature est coupable des crimes commis contre elle.

"Nous avons tous le droit de circuler librement", affirme l'article 13. D'entrer, c'est autre chose. Les portes des pays riches se referment au nez des millions de fugitifs qui se déplacent du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest, fuyant les cultures anéanties, les rivières empoisonnées, les forêts rasées, les prix ruinés, les salaires diminués. Quelques-uns meurent en cours de route, mais d'autres parviennent à se glisser sous la porte. Une fois entrés au paradis promis, ils deviennent les moins libres et les moins égaux.

"Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits", dit l'article 1. Qu'ils naissent ainsi, c'est possible ; mais au bout de quelques minutes, la distinction est faite.



attac

L'article 28 établit que "nous avons tous droit à un juste ordre social et international". Les Nations Unies elles-mêmes nous informent, dans leurs statistiques, que plus le progrès progresse, moins juste il devient. La distribution des pains et des poissons est beaucoup plus injuste aux États-Unis ou en Grande-Bretagne qu'au Bangladesh ou au Rwanda. Et dans l'ordre international, les petits chiffres des Nations Unies révèlent également que dix personnes possèdent plus de richesse que toute la richesse produite par 54 pays additionnés. Les deux tiers de l'humanité survivent avec moins de deux Dollars par jour, et la brèche entre ceux qui ont et ceux qui ont besoin a triplé depuis la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'inégalité croît, et pour la sauvegarder, les dépenses militaires s'accroissent. D'obscènes fortunes alimentent la fièvre guerrière et encouragent l'invention de démons destinés à la justifier. L'article 11 nous raconte que "toute personne est innocente tant qu'on n'aura pas prouvé pas le contraire". Au rythme où vont les choses, d'ici peu, sera coupable de terrorisme toute personne qui ne marchera pas à genoux, même si on prouve le contraire. L'économie de guerre multiplie la prospérité des prospères et remplit des fonctions d'intimidation et de châtement. Dans le même temps, elle irradie sur le monde une culture militaire qui sacralise la violence exercée contre les gens "différents", que le racisme réduit à la catégorie de sous-hommes. "Nul ne pourra être discriminé du fait de son sexe, de sa race, de sa religion ou de toute autre condition", dit l'article 2, mais les nouvelles superproductions de Hollywood dictées par le Pentagone pour glorifier les aventures impériales prêchent un racisme

hurlant, héritier des pires traditions du cinéma. Et pas seulement du cinéma. Ces jours-ci, par un pur hasard, est parvenue entre mes mains une revue publiée par les Nations Unies en novembre 1986 : l'édition anglaise du Courrier de l'Unesco. J'y ai appris qu'un ancien cosmographe avait écrit que les indigènes des Amériques avaient la peau bleue et la tête carrée. Ce cosmographe s'appelait, croyez-le ou non, John of Hollywood.

La Déclaration proclame, la réalité trahit. "Nul ne pourra supprimer aucun de ces droits", proclame l'article 30, mais il existe quelqu'un qui pourrait bien commenter : "Ne voyez-vous pas que je le peux ?" Quelqu'un, c'est-à-dire : le système universel du pouvoir, toujours accompagné par la peur qu'il diffuse et par la résignation qu'il impose.

Selon le président Bush, les ennemis de l'humanité sont l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, principaux candidats pour ses prochains exercices de tir sur cible. Je suppose qu'il est parvenu à cette conclusion au bout de profondes méditations, mais sa certitude absolue me semble, à tous le moins, mériter le doute. Et le droit au doute est aussi, après tout, un Droit de l'Homme, bien qu'il ne soit pas mentionné dans la Déclaration des Nations Unies.

Lu à Neuquén, Argentine, le mardi 26 mars, lors de la remise à Eduardo Galeano du doctorat honoris causa de l'Université de Comahue pour sa contribution aux droits de l'homme et à l'identité culturelle.

Traduction : A.Hetier Página 12, 7/04/2002

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

Vendredi 26

AUSTRIA : Linz - Wien

BELGIQUE BELGIE : Université Libre de Bruxelles – Liège - Bruxelles

ESPANA : Barcelona

FRANCE: Angers – Grenoble – Belle Isle en Terre - Lille

-- Samedi 27

DEUTSCHLAND : Hannover

ESPANA : Barcelona

FRANCE: Pamiers – Rennes – Talence – Strasbourg – Paris 11

-- Dimanche 28

FRANCE: Tours – Chinon – Rennes – Strasbourg – Paris 11 – Montpellier

NORGE : Moss

SVERIGE : Sjuharad



attac

-- Lundi 29

AUSTRIA : Wien – Innsbruck
DANMARK: Blagarden
ESPANA: Madrid (ATTAC-Universidad)
FINLAND: Helsinki
FRANCE: Martigues – La Rochelle
SVERIGE : Norrkoping

-- Mardi 30

AUSTRIA : Steyr – Wien
BRITAIN : London
DANMARK : Aalborg
FRANCE: Mulhouse – Beziars – Paris 15 – Paris (Réveillon du Premier mai)

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.